

ÉGYPTE

Nouvelle peine de prison à vie pour le chef des Frères musulmans

Le chef de la confrérie des Frères musulmans en Égypte, Mohamed Badie, a écopé lundi d'une nouvelle peine de prison à vie pour avoir «planifié des attaques contre l'Etat», ont indiqué des responsables judiciaires.

Le chef de la confrérie était jugé une nouvelle fois en première instance, après l'annulation d'un premier procès où il avait écopé de la peine de mort pour avoir établi en 2013 un «centre d'opérations» en vue de «préparer des attaques contre l'Etat».

Après la destitution par l'armée en 2013 du Président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, des centaines de ses partisans ont été condamnés à mort ou à de lourdes peines de prison.

En avril 2015, M. Badie et 13 autres personnes avaient été condamnés à la peine de mort, tandis que 34 autres avaient écopé de la prison à vie, soit 25 années de détention.

Ils étaient accusés d'avoir établi un «centre d'opérations» en vue de «préparer des attaques contre l'Etat», au moment où



Mohamed Badie.

les partisans de M. Morsi observaient un immense sit-in au Caire sur la place Rabaa al-Adawiya.

Ce rassemblement avait été dispersé le 14 août 2013 et plus de 700 manifestants ont été tués par les forces de l'ordre.

La Cour de cassation, qui observe uniquement les appels des condamnés se trouvant derrière les barreaux, a annulé

les condamnations de 37 détenus et ordonné un nouveau procès dans cette affaire. C'est au terme de ce nouveau procès qu'une cour criminelle a condamné lundi M. Badie et deux autres personnes à la prison à vie, ont indiqué deux responsables du tribunal.

Par ailleurs, 13 co-accusés ont écopé de cinq ans de prison, dont Mohamed

Soltan, un jeune citoyen égypto-américain expulsé en mai 2015 vers les Etats-Unis, et son père, Salah Soltan, actuellement en détention, a indiqué un avocat des accusés, Abdel Moneim Abdel Maqsooud, cité par l'AFP.

La cour a également acquitté 21 personnes dans cette affaire, dont Gehad Haddad, un ancien porte-parole du parti des Frères musulmans, ont précisé M. Abdel Maqsooud et les responsables du tribunal.

Les condamnés peuvent encore interjeter l'appel.

M. Badie, qui comparait dans un grand nombre de procès, a déjà été condamné à plusieurs reprises à la peine de mort ou à la prison à vie. Il avait écopé de la peine capitale dans trois procès, mais la Cour de cassation a annulé ces verdicts et ordonné de nouveaux jugements.

Ces derniers mois, la Cour de cassation a annulé des centaines de peines capitales, notamment certaines prononcées à l'encontre de M. Morsi, de M. Badie et d'autres dirigeants de la confrérie.

APS

NAUFRAGES
DE MIGRANTS EN
MÉDITERRANÉEAu moins
11 morts et près
de 200 disparus
au large
de la Libye

Onze migrants sont morts et près de 200 autres sont portés disparus après deux naufrages au large de la Libye, ont rapporté lundi le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), citant des survivants.

Le premier naufrage a concerné un canot pneumatique parti vendredi matin de Libye avec 132 personnes à bord. Au bout de quelques heures, le canot a commencé à se dégonfler, jusqu'à se renverser. Quelque 50 survivants ont été secourus par un porte-conteneur danois, l'Alexander Maersk, dérivé par les gardes-côtes italiens, qui les a débarqués dimanche à Pozzallo, dans le sud de la Sicile, où des représentants du HCR et de l'OIM ont pu les rencontrer lundi.

Selon les survivants, il y avait des femmes et des enfants parmi les disparus.

Dans le même temps, les corps de 10 femmes et d'un enfant ont été découverts lundi sur une plage de Zawiya, à 50 km à l'ouest de Tripoli, selon un responsable du Croissant-Rouge libyen.

Dimanche, sept migrants — une femme et six hommes — avaient été secourus par des pêcheurs et des gardes-côtes libyens au large de cette ville. Selon un représentant de l'OIM qui a pu les rencontrer, ils ont expliqué être partis à au moins 120 sur un canot, dont une trentaine de femmes et neuf mineurs.

Au total, plus de 6 000 migrants ont été secourus vendredi et samedi dans les eaux internationales au large de la Libye et conduits en Italie, tandis que plusieurs centaines d'autres ont été secourus dans les eaux libyennes et reconduits en Libye.

FRONTIÈRES PAKISTANO-AFGHANES

Islamabad et Kaboul se tournent vers Google Maps pour trancher un différend frontalier

Le Pakistan et l'Afghanistan envisagent d'avoir recours à Google Maps pour résoudre un différend frontalier à l'origine d'affrontements meurtriers la semaine dernière, ont indiqué des responsables des deux pays, lundi.

Au moins huit civils ont été tués des deux côtés de la frontière lors d'échanges de tirs qui ont débuté vendredi quand une équipe chargée de recenser la population pakistanaise dans cette zone s'est rendue, sous garde militaire, dans des villages contestés.

Kaboul ne reconnaît pas la ligne Durand, sa frontière avec le Pakistan longue de 2.400 kilomètres tracée par les Britanniques en 1896. Le Pakistan a lancé en mars son premier recensement depuis

près de 20 ans, une tâche titanesque pour un pays considéré comme le sixième plus peuplé du monde. On ignorait dans l'immédiat si l'équipe de recensement pakistanaise s'était effectivement aventurée de l'autre côté de la frontière contestée en territoire afghan, comme l'a affirmé Kaboul.

Selon un responsable des services de sécurité pakistanaise s'exprimant sous couvert d'anonymat, «des responsables de la Commission géographique des deux pays vont

mener une étude, dans laquelle ils utiliseront aussi Google Maps».

Interrogées de leur côté, les autorités afghanes se sont montrées moins affirmatives. Un porte-parole du gouvernement afghan a démenti l'existence d'un accord pour une telle étude.

«Les équipes techniques des deux pays utiliseront le GPS, Google Maps et d'autres moyens pour déterminer quelle partie des villages concernés était dans quel pays», a cependant déclaré le chef de la police de Kandahar, le général Abdul Raziq. Les tentatives lancées depuis 2016 par le Pakistan pour renforcer par des tranchées et des barrières

la frontière longtemps poreuse avec son voisin afghan à l'ouest, ont été accueillies avec hostilité par Kaboul.

Les populations pach-tounes locales n'accordaient traditionnellement que peu d'importance à cette frontière, d'autant que nombre de villages sont construits à cheval sur cette ligne, avec parfois des bâtiments ayant une porte au Pakistan et l'autre en Afghanistan.

L'armée pakistanaise a haussé le ton dimanche, assurant avoir tué «plus de 50 soldats» afghans lors des heurts frontaliers la semaine passée — un bilan rapidement démenti par Kaboul, qui a fait état de deux soldats tués.

ESPAGNE

Arrestation de trois Marocains pour appartenance à Daesh

La police espagnole a arrêté, lundi, trois hommes de nationalité marocaine pour appartenance à l'organisation terroriste Daesh, dont deux à Barcelone et Tarragone et un troisième dans la ville marocaine de Tanger, indique un communiqué du ministère espagnol de l'Intérieur.

Ces arrestations font suite à une opération menée en octobre 2015 et qui avait abouti à l'arrestation de dix personnes, entre l'Espagne et le Maroc, qui effectuaient l'«endoctrinement et le recrutement» au profit de Daesh, précise la même source.

Les hommes arrêtés en Espagne et âgés entre 21 et 32 ans ont maintenu des contacts réguliers avec d'autres personnes arrêtées en Espagne pour motif d'appartenance à Daesh ainsi qu'avec des membres de l'organisation terroriste se trouvant dans la zone syro-irakienne où ils avaient l'intention de s'y rendre, ajoute-t-elle.

En outre, les détenus avaient exprimé leur volonté de se joindre aux rangs de l'organisation terroriste, tandis que l'enquête a permis de découvrir que ces personnes ont été chargées de la formation militaire et des techniques de combat, selon la même source. Les détenus effectuaient également

l'endoctrinement et le recrutement pour Daesh en utilisant les réseaux sociaux pour partager «des vidéos et des photographies qui incitaient à perpétrer des attaques suicidaires».

L'une des deux personnes arrêtées dans cette opération était en situation irrégulière en Espagne au moment de son arrestation», précise la même source.

Depuis le 26 juin 2015, date à laquelle le ministère de l'Intérieur espagnol avait porté à 4 le niveau d'alerte anti-terrorisme, les forces de sécurité ont arrêté, conclut-on, 162 terroristes dans des opérations en Espagne et à l'étranger.